

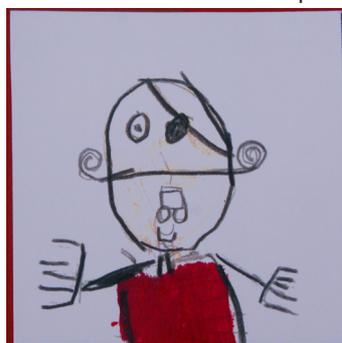
Ouvrir un débat public : " refonder l'Europe "

La construction européenne et son évolution actuelle due à la crise, le disfonctionnement de cette construction inscrite originellement dans sa constitution et ses traités interpellent les citoyens.

L'Europe de la paix, mise en avant continuellement face à ceux qui apportent contestation et autre projet, doit être celle d'une Europe sociale apaisée.

Les dettes publiques en Europe et les réponses à y apporter, montrent bien les clivages entre les pays. Les politiques en place n'hésitent plus à pousser les opinions publiques les unes envers les autres.

Mais en Europe les peuples commencent à se révolter. La démocratie est bafouée et les peuples sont écartés des décisions politiques et économiques. Mais au final, ce sont les peuples qui paieront



les égarements des marchés financiers et les lacunes de la construction européenne : " Nous ne paierons pas leurs crises ".

Nous pensons qu'il est primordial de remettre en débat ce projet européen et redonner un message fort à nos politiques : délégitimer les traités européens et se poser la question de la place des citoyens dans les prises de décisions.

Existe-t-il un peuple européen, une opinion publique européenne, un citoyen européen pouvant modifier les débats ?

Comment tenir compte de ces réalités et comment lutter alors que les décisions économiques et l'austérité mises en place vont faire payer aux citoyens l'arrogance des financiers et le renoncement des politiques.

L'objectif de ce débat est d'affirmer des choix de société basés sur des valeurs autres que celles de la finalité financière.

- affirmation du refus des choix faits
- affirmation d'une volonté européenne
- affirmation de résistance même s'il reste des alternatives à construire
- établissement de questionnements vis-à-vis des politiques et d'engagements qu'ils doivent respecter, établissement d'une feuille de route

Constats - résistance - revendications - questionnements

**daniel chuillet**

### brèves

Par jour, et dans le monde ( en dollars ) :

150 milliards de richesses de production

1500 milliards de transactions financières destinées à se protéger des variations des taux de change

3700 milliards correspondant aux échanges de produits dérivés

Autre approche ( par an )

La somme des PIB mondiaux est de 5400 milliards

La somme des mouvements financiers est de 540 000 milliards, soit 100 fois plus !

Un américain sur six vit grâce à des tickets alimentaires

### sommaire

- 2 **la sobriété : une vertu à exalter pour rompre avec l'individu néolibéral**
- 3 **le tirage au sort, une arme démocratique pas vraiment nouvelle**
- 4 **attac europe existe...**
- 5 **autant en emporte le " drive "**
- 6 **réhabiliter l'égalité**
- 7 **les banquiers, le conseiller et le président ( comédie sérieuse sur la crise financière - extrait )**
- 8 **économistes et banquiers ( comédie sérieuse sur la crise financière - extrait )**

**la sobriété : une vertu à exalter pour rompre avec l'individu néolibéral**

Le néolibéralisme a pour finalité de façonner un homme nouveau, l'individu néolibéral, celui-ci étant sans cesse soumis à l'injonction de compétition avec autrui dans toutes les sphères de son existence. Il en résulte une course illimitée à la réussite individuelle et à la performance. Ceci est particulièrement patent dans le champ de la consommation, qu'il s'agisse de biens ou de loisirs marchands. En effet, l'individu conçu par le néolibéralisme doit se transformer en consommateur performant dans tous les domaines, afin d'exister socialement, d'être reconnu, sachant que les biens et services consommés constituent des signes permettant d'affirmer sa supériorité par rapport à ceux qui en sont dépourvus. Ce constat n'est pas une nouveauté, puisque Jean Baudrillard, dans son brillant ouvrage consacré à la société de consommation, l'avait démontré il y a 40 ans. Mais cela s'est bien entendu radicalisé avec l'avènement du néolibéralisme et les stratégies mises en œuvre par les oligarchies économiques, financières, politiques ou médiatiques afin de conditionner au quotidien chacun(e) dans le rôle qui lui est dévolu par ce système .

Face à ce nouveau mode de gouvernement des hommes, des mobilisations comme celle des indignés semblent prometteuses, laissant peut être augurer des prémices d'une rupture avec cette idéologie déraisonnable. Il me semble toutefois essentiel pour atteindre cet objectif, que les indignés ou tout mouvement de contestation de l'ordre économique mondial, intègrent parmi leurs revendications la sobriété, qu'ils exaltent celle-ci et en fassent un enjeu de civilisation fondamentale.

Comme l'explique Serge Latouche dans son remarquable traité de décroissance, celle-ci est indispensable non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour repenser les rapports sociaux et délégitimer l'idée que la compétition constitue le moteur de l'organisation sociale, idée consubstantielle au néolibéralisme. .

**Il convient en effet de substituer au dogme de la croissance sans cesse véhiculé, celui de la décroissance ou plutôt de la croissance sélective**



Cette aspiration à la sobriété doit être appréhendée comme une nouvelle conception de nos modes de vie, en rupture avec l'idée qu'il faut toujours plus pour être heureux, ce qui est malheureusement enraciné dans l'inconscient collectif en raison de la prégnance d'un imaginaire capitaliste qu'il convient de décoloniser. Il convient en effet de substituer au dogme de la croissance sans cesse véhiculé, celui de la décroissance ou plutôt de la croissance sélective (plus de liens sociaux, d'éducation, de culture et moins de consommation de biens et loisirs superflus), bref de rechercher une sobriété heureuse, ces deux termes n'étant nullement antinomiques contrairement à ce qu'affirment les zéloteurs de la croissance.

Certes il faut garantir à chaque personne un salaire décent (impliquant donc un partage beaucoup plus juste de la valeur ajoutée), pour qu'elle puisse satisfaire ses besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, communications et transports nécessaires à l'intégration sociale, ou loisirs favorisant l'enrichissement humain et culturel). Mais avons-nous, passé ce stade, besoin de toujours plus de " pouvoir d'achat " ? La réponse est bien entendu négative et la remise en cause de ce postulat, donc du dogme de la croissance, s'avère impérative pour dépasser le capitalisme néolibéral actuel et l'individu qu'il façonne.

En effet, la diffusion d'un idéal de " sobriété heureuse " rendrait secondaires les logiques de performance et de compétition, puisque la centralité de celles-ci n'est valable que si l'on se réfère au paradigme d'un homo œconomicus ayant pour finalité prédominante de maximiser ses intérêts. Cette adhésion à la sobriété ne va certes pas de soi pour diverses raisons (endoctrinement quotidien pour favoriser une addiction à la consommation ou force d'inertie des mentalités). Ces obstacles confèrent à la " modération " sa dimension révolutionnaire, puisque l'adoption de modes de vie fondée sur celle-ci représente un acte politique de résistance effectif par rapport à la société promue par les acteurs du capitalisme libéral, comme le démontre avec pertinence Pierre Rabhi, figure emblématique de l'écologie et de l'altermondialisme .

Bien sûr cette " sobriété heureuse " n'est concevable qu'avec la mise en œuvre de politiques justes, marquées par exemple par une forte progressivité de l'impôt (plus proche des 90 % que propose le front de gauche, que des propositions timides d'Eva Joly) ou par l'instauration d'un salaire maximal. Ces mesures de justice sociale constituent une première étape incontournable pour faire admettre aux classes moyennes des pays occidentaux, que nos pratiques de consommation ne sont pas soutenables et, qu'à fortiori, elles sont inhérentes à un système économique et financier qui ne profite réellement qu'à une minorité, d'où les bienfaits d'une " tempérance joyeuse ". Dans cette perspective, l'éducation doit bien entendu jouer un rôle prépondérant.

**emmanuel savoquet**

Cet article s'inspire en partie des ouvrages de Pierre Rabhi, d'Hervé Kempf et de Serge Latouche, penseurs majeurs de la décroissance dans l'optique d'une alternative au capitalisme.

**le tirage au sort, une arme démocratique pas vraiment nouvelle**

Le système démocratique basé sur l'élection ponctuelle de représentants qui est l'apanage des sociétés modernes est-il le plus efficace pour rendre compte et défendre les aspirations des populations concernées ?

En observant la montée de l'abstention lors des scrutins depuis une trentaine d'années ainsi que le rejet de plus en plus évident de la classe politique et ceci par une partie de plus en plus large de la population en mesure de voter (tous pourris !), on peut en douter. Cette indifférence et ce rejet de la classe politique ne signifie pourtant pas un abandon par les groupes concernées de la politique en tant que telle. Mais le corps électoral ne se reconnaît pas dans la classe politique pas plus en terme sociologique qu'en terme philosophique.

D'une part, le système représentatif est en échec complet et il suffit pour s'en convaincre de regarder la composition de la classe politique : on y trouve une écrasante majorité d'hommes blancs, âgés de plus de 50 ans appartenant à des milieux économiquement privilégiés.

D'autre part, l'évidence de l'impuissance des politiques aux affaires (sic) face à la sphère marchande est si grande désormais que l'appareil politique traditionnel est disqualifié. Or, cette impuissance, pour réelle qu'elle soit n'est pas une fatalité. Elle résulte surtout d'un rapprochement des classes politiques avec les classes possédantes aux dépens des classes productives. La question de qui doit décider se pose donc aujourd'hui de manière incontournable : les politiciens doivent-ils faire des choix, prendre des décisions à la place des populations (démocratie représentative) ou bien appliquer des choix qu'auraient préalablement exprimé les populations représentées ?



L'évolution des sociétés démocratiques devrait aller dans le sens de la seconde proposition. Pourtant l'implication des populations dans les décisions politiques les concernant est de moins en moins grande. La politique serait trop compliquée et devrait donc être confiée à des experts, formés au sein d'écoles spécialisées ou venant de la sphère économique et ayant une expérience du fonctionnement des réseaux et les habitudes de celle-ci. Étonnamment, plutôt que de tenter de réduire l'impression ou la réalité d'une incapacité populaire à penser collectivement son organisation sociale et économique, les élites ont constamment œuvré à pousser en avant la première proposition.

Le décrochage entre les deux corps est désormais patent, que ce soit dans la composition des deux groupes ou dans les décisions qui sont prises. L'épisode de la lutte contre le recul du départ de l'âge à la retraite, celui du vote sur la constitution européenne sont deux exemples récents qui confirment cette dernière vision.

La démocratie moderne, si elle veut continuer à progresser dans le sens d'une responsabilité individuelle et collective toujours accrue, doit donc répondre à ce double défi : que la population soit toujours mieux formée pour penser la réalité afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées et que ces décisions soient appliquées par l'appareil politique en conformité avec l'intérêt commun et non les siens propres. Les trop nombreuses affaires de corruption impliquant des hommes politiques élus montrent le danger de confier à quelques personnes, forcément faillibles le sort d'une population. Les conflits d'intérêts d'une petite oligarchie élue ou en attente de l'être sont une faiblesse qui met en danger le système démocratique lui-même.

Les athéniens l'avaient bien compris et utilisaient pour contrer cette faiblesse le tirage au sort. Étaient ainsi désignés les juges, les fonctionnaires et le corps électoral qui quotidiennement prenait les décisions pour la cité. Si l'outil était efficace dans le cas des juges et des fonctionnaires pour éviter corruption et infiltration du corps de l'État, il l'était également dans le cas du corps électoral : pour former la population de manière continue à la chose politique en assurant une représentativité maximale et une rotation des responsabilités qui interdisaient la professionnalisation des acteurs de la politique et donc le développement des conflits d'intérêts outre mesure.

Aujourd'hui, ce choix pour le tirage au sort semble folklorique. Il pourrait toutefois être une nouvelle et puissante arme démocratique pour une population abandonnant progressivement les illusions entretenues par les puissants (1) pour un mode électif qualifié, en leur temps, d'oligarchique par Platon et d'aristocratique par Montesquieu.

**olivier piel**

**L'évidence de l'impuissance des politiques aux affaires face à la sphère marchande est si grande désormais que l'appareil politique traditionnel est disqualifié**

**La population doit toujours être mieux formée pour penser la réalité afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées et que ces décisions soient appliquées par l'appareil politique**

(1) Lire à ce propos " Propaganda " d'Edward Bernays ou écouter l'émission que lui a consacré Daniel Mermet avec Normand Baillargeon : [http://www.la-bas.org/article.php3?id\\_article=1300&var\\_recherche=relations+publiques](http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1300&var_recherche=relations+publiques)



## attac europe existe...

Il suffisait d'aller à Fribourg pour s'en rendre compte lors des rencontres des Attac d'Europe du 9 au 14 août 2011, rencontre appelée ENA 2011 (European Network Academy) ;

Plus de 1300 personnes se sont inscrites pour débattre dans le cadre de l'université de Fribourg. Cette ville est reconnue pour son engagement écologique et environnementale au travers de son aménagement et de la création de nouveaux quartiers (Vauban) à consommation énergétique réduite.

Les nombreux ateliers ( 25 chaque jour ) s'appuyaient sur quatre grands thèmes : démocratie, marchés financiers et dette publique, économie et crise sociale, culture-communication... Pour ma part , j'ai participé aux ateliers liés aux problèmes économiques et dette publique ainsi qu'à un atelier sur la préparation du Forum alternatif sur l'eau qui se tiendra en parallèle du forum sur l'eau à Marseille au printemps 2012 et qui nécessitera une mobilisation citoyenne importante.

Tous les pays européens était représentés ainsi que l'Afrique, le Japon, et les Amériques. Tout cela prouve les convergences des problématiques face à une mondialisation destructrice. Les grandes délégations étaient celles d'Allemagne et de France .

Pour des militants de " longue haleine ", et parfois un peu fatigués, cette rencontre est porteuse d'un nouveau souffle et la dynamique est aussi portée par de nombreux jeunes présents à cet échange.



Le succès de l'ENA doit nous conduire à un encore plus grand militantisme dans cette période absolument critique pour le mouvement sociale et pour la démocratie.

Bien que peu relayé par les médias, ce mouvement européen existe et doit se développer encore plus.

Nous devons remercier Attac Allemagne pour l'énorme organisation que représente une telle rencontre et qui a conduit à une réussite incontestable : des intervenants de haut niveau, des traducteurs compétents,...

Les synthèses des divers ateliers seront à rechercher sur le site d'Attac et, pour ceux qui douteraient encore, des propositions et des alternatives existent. Il faut se mobiliser pour les faire connaître et changer les rapports de force par une opinion publique combative.

**daniel chuillet**



autant en emporte le "drive"

Avec le service de courses à emporter, le consommateur est censé gagner du temps en réduisant celui passé à faire ses emplettes en magasin. Mais si ce concept semble comporter des avantages, il est symptomatique du type de société vers laquelle bon nombre d'entre nous ne veulent pas aller.

Le concept Chronodrive permet au consommateur d'interagir avec l'extérieur sans avoir à quitter son environnement personnel, depuis internet jusqu'à son véhicule. Il a été lancé au niveau national en février 2004 par Martin Toulemonde et Ludovic Duprez. Ce dernier est le petit-fils d'Ignace Mulliez, l'oncle de Gérard Mulliez, le fondateur d'Auchan. Auchan est actionnaire majoritaire de Chronodrive. Derrière le progrès affiché pour le client, il demeure donc une entreprise et des employés (dont on notera que le nombre de « contrats étudiant » est plus important que celui de CDI à 35 heures) soumis aux règles du marché. Et au sein de notre société de consommation qui se laisse de plus en plus contraindre par les poncifs néolibéraux, l'objectif d'une entreprise, notamment lorsqu'elle dépend d'actionnaires qui attendent des bénéfices de leurs investissements, est plus que jamais la rentabilité.

Si Chronodrive est un progrès, c'en est un surtout dans la mécanisation de la distribution. Le personnel actuellement présent chez Chronodrive n'ayant pas pour fonction le conseil ou la vente, il effectue des tâches (rangement, sélection, et apport de la marchandise au client) qui pourront, à terme, être totalement automatisées. Sachant que le client n'est plus une source de profit aussi influençable qu'il put l'être du temps où il était immergé dans un magasin, la recherche de rentabilité de l'entreprise se reportera alors forcément sur d'autres éléments, comme la productivité de salariés auxquels on demandera, faute de mieux pour l'instant, d'être aussi rapide et efficace que des robots... Chronodrive constitue une des dernières étapes vers la déshumanisation totale du processus de vente in situ.

Avec l'implantation d'une filiale d'Auchan à La Rochelle, et demain de E.Leclerc Drive à Lagord, les petits commerces se voient confrontés à un service supplémentaire que l'on pourrait assimiler à l'extension d'une concurrence déjà déloyale. En effet, les indépendants n'ont pas l'impact publicitaire et le pouvoir de négociation des prix dont disposent les grands groupes. A contrario, les indépendants sont un des maillons structurants de la vie locale. Les commerces de quartier ne tiennent souvent que par la bonne volonté d'une seule personne qui ne compte pas ses heures, rendent bien des services en dehors des horaires d'ouvertures des grandes surfaces, et constituent, vu l'éradication en règle des services publics ces dernières années, ou leur transfert dans ces dits commerces (La Poste), l'ultime lien social pour bon nombre d'individus qui n'entendent rien à internet.

Pour un emploi créé chez Chronodrive ou E.Leclerc Drive, combien disparaîtront alors dans le reste du quartier, voire au-delà ? Et quelles seront les conséquences de la fermeture des dernières épiceries ou des drogueries sur la qualité de vie ?

Ce service d'emport magasin (sans accès à l'intérieur du magasin) a normalement vocation à s'installer en bordure des agglomérations, en dehors des zones commerciales encombrées, là où circulent les gens, entre domicile et travail. Mais lorsqu'il est situé au plus près du centre de la ville, il va à l'encontre de toute la politique menée jusqu'ici par de nombreuses municipalités vu qu'il est principalement destiné à accueillir l'homo automobilus. Cette

politique qui vise à modifier les habitudes des citoyens au sujet des déplacements. Cette politique qui dit préférer les transports doux à l'automobile. Cette politique encore qui, sous prétexte de réduire la circulation des véhicules, diminue la chaussée au profit des transports en commun, des bandes cyclables et des zones piétonnes. Force est de constater qu'il ne s'agit pas de modifier les comportements, mais juste de transférer le flux d'automobiles à l'extérieur du centre des villes. Cependant, ces dernières affichant généralement des tarifs immobilier au-dessus de la moyenne de l'agglomération alentour, le déplacement des encombrements et de la pollution à la périphérie s'effectue donc au dépend des populations les moins riches ! Alors pour préserver l'âme de nos villages jusqu'à celle des quartiers des plus grandes villes, au même titre que les services public devraient être garantis, les commerçants indépendants se devraient de voir leur zone de chalandise prémunie de l'assaut de ces filiales de multinationales.

Le citoyen a sa part de responsabilité dans ce nouveau type de consommation puisque ces phénomènes ne se développeraient pas s'ils ne trouvaient pas leur clientèle. Et la menace sur l'emploi que constitue la mondialisation néolibérale (dont l'inéluçabilité est un mythe médiatiquement entretenu) incite les élus à accepter, voire à encourager, tous types de nouvelles activités économiques, quelles qu'en soient les conséquences. Mais d'abandon en renoncement, c'est finalement notre modèle de société qui se voit délitée de sa substance. Lourd sera le prix à payer lorsque l'on oublie certains principes comme celui consistant à remettre l'humain au cœur de l'entreprise, à lutter contre la désertification en milieu rural, et à renouer avec une politique humaniste en opposition avec ce comportement individualiste qui, en l'espèce, renvoie les citoyens à la solitude de leur véhicule.

Les villes de demain doivent renoncer à cet agencement qui se limite à l'adossé de deux communautés. Au cœur de la métropole vivent les bobos, experts en bons sentiments, épargnés qu'ils sont par leur situation sociale et l'organisation de la cité, mais aussi promoteurs de la décroissance pour les autres ainsi que de l'écologie à géométrie variable. Et en banlieue sont relégués les consommateurs entravés par leur condition de prolétaire qui subissent ce que ne veulent plus les résidents du centre-ville. Pour en finir avec les inégalités, c'est une même politique qu'il conviendrait de mener en deçà et au-delà des périphériques. Pour être crédible dans la volonté affichée par nos élus d'améliorer la qualité de vie de tous, certains se devraient d'être un peu plus regardants sur ce qui a vocation à s'installer sur le territoire dont ils ont la charge. Ce que l'homme a rompu, à savoir l'équilibre écologique, mais aussi l'équilibre économique et social qui conditionne l'âme de nos quartiers et la qualité du vivre ensemble des citoyens, il peut le rétablir à condition de le vouloir.

fabrice restier



1 Par Christiane POULIN, « Chronodrive en rodage », Sud-Ouest, mercredi 24 août 2011

2 Jean-Marc PETIT, « La saga Chronodrive, ou comment la face de la consommation en a été changée », La voix Eco, vendredi 22 janvier 2010 –

réhabiliter l'égalité...

R

Réhabiliter l'égalité afin de lutter contre le néolibéralisme et dans la perspective de construire une société plus solidaire, écologique et démocratique.

Alors que le constat de la croissance des inégalités est indéniable et à l'heure de politiques d'austérité qui, si elles sont mises en œuvre, ne pourront que les aggraver, il est plus que jamais urgent de réhabiliter l'égalité ainsi que de défendre une conception non dévoyée de celle-ci (contrairement à celle qui exalte l'égalité des chances). En effet, la résurgence d'une pensée politique conférant une place centrale à l'égalité qui définit celle-ci par l'accès universel à un ensemble de droits sociaux et politiques fondamentaux, s'accompagnant d'une réduction considérable des inégalités socioéconomiques, paraît primordiale afin de contester l'hégémonie idéologique du néolibéralisme. Celui-ci s'est en effet efforcé malheureusement avec succès de délégitimer toute recherche d'égalité effective, stigmatisant celle-ci par le terme d'égalitarisme considéré comme un facteur de nivellement par le bas et d'appauvrissement global, à l'inverse d'une société caractérisée par de fortes inégalités sensées favoriser la prospérité par le biais d'une compétition généralisée. Il a pour cela érigé en dogme le concept fallacieux d'égalité des chances, celui-ci ayant " la vertu " de produire des inégalités justes, peu importe leur ampleur. Il s'avère que cette approche délétère de l'égalité a acquis une indubitable primauté y compris chez de nombreux dirigeants ou intellectuels " de gauche ".

Alors, sous prétexte que nous vivons dans une société de plus en plus individualiste où la centralité des valeurs de compétition, de performance ou de réussite personnelle disqualifierait et rendrait impopulaire tout projet politique valorisant l'égalité (effective) (celui-ci étant à priori inexorablement perçu comme liberticide), les forces progressistes doivent-elles abandonner inévitablement cette finalité ?

Ceci serait une grave erreur, et comme le suggère à juste titre Pierre Rosanvallon dans son récent essai, la gauche doit promouvoir une société des égaux. Selon l'historien, celle-ci doit reposer sur trois principes majeurs: la singularité, la réciprocité et la communalité. Les fondements de l'égalité définis par cet ouvrage semblent assez pertinents, sauf peut-être le premier (la singularité trop liée, à mon avis, au postulat d'une montée inéluctable de la lutte pour la reconnaissance individuelle, sachant que celle-ci alimente les rivalités propices à une intensification des inégalités ).



Toujours est-il, comme l'affirme l'historien, qu'un projet aspirant réellement à faire émerger une " société différente " doit être fondé sur l'égalité sachant que la transformation de la société doit rester

(ou redevenir) un horizon indépassable pour les courants de pensée progressistes..

La concrétisation d'une égalité absolue, de l'accès aux besoins sociaux fondamentaux ainsi que l'évolution vers une répartition des revenus considérablement moins inégalitaire, constituent en effet des conditions impératives de l'avènement d'une société plus solidaire. Une société égalitaire est en effet beaucoup plus favorable à l'entraide mutuelle, sachant que celle-ci repose sur le sentiment d'appartenir à une communauté de semblables. Or celle-ci est abolie dans une organisation sociale minée par les inégalités.

L'égalité constitue aussi un enjeu fondamental afin d'approfondir la démocratie. En effet, si ce régime se conçoit comme la participation effective de l'ensemble des citoyens à la vie collective, il est fondamental que les inégalités de revenus, de culture, de considération sociale soient radicalement minorées, afin que chacun(e) puisse se sentir concerné par les débats politiques ou sociétaux et veuille y participer.

Enfin, la revendication d'égalité doit bien entendu aller de pair avec la rupture par rapport à une logique productiviste et consumériste qui, outre ses effets délétères sur l'environnement, participe à une exacerbation du processus de compétition sociale se polarisant sur l'accès aux biens matériels, ce qui est propice à un accroissement des disparités et des tensions entre les groupes sociaux (voir les émeutes récentes de Londres). Cette évolution est nécessaire afin de dépasser l'imaginaire collectif capitaliste qui associe niveau de revenu, de consommation et valeur sociale et contribue ainsi à inférioriser considérablement les individus les moins bien lotis matériellement au point d'engendrer des inégalités symboliques si puissantes que ces personnes sont dépourvues (ou du moins le ressentent-elles ainsi) de légitimité pour participer à la vie collective.

En résumé l'égalité doit être appréhendée comme un pilier essentiel afin d'évoluer vers une société plus solidaire, plus écologique et plus démocratique, trois éléments fondamentaux d'un nouveau pacte social en rupture absolue avec celui qui fonde l'idéologie néolibérale actuellement prééminente. Le courant altermondialiste doit donc faire de cette valeur une dimension essentielle de sa pensée et de ses actions.

emmanuel savouret

**Un projet aspirant réellement à faire émerger une " société différente " doit être fondé sur l'égalité sachant que la transformation doit rester un horizon indépassable pour les courants de pensée progressistes**

**Concernant P. Rosanvallon et la place qu'il a prise dans l'acceptation des idées libérales par la gauche, relire l'article " les idiots utiles du libéralisme " dans notre N° 40 de mars 2010**

Réflexion alimentée notamment par l'essai de Pierre Rosanvallon (La société des égaux)

## les banquiers, le conseiller et le président

### le quatrième banquier

Nous savons le courroux qui saisit l'opinion,  
 Tout ce qui s'y fermente, toute l'agitation.  
 Nous entendons la rue rougeoyant comme forge,  
 Le peuple est ignorant, livré aux démagogues,  
 Outrance et déraison sont ses violentes drogues.  
 Il n'est que passion brute, impulsion sans contrôle,  
 Un bloc d'emportement, et de fureur un môle.

### le troisième banquier

Mais nous craignons surtout les opportunistes,  
 Sans vergogne excitant la fibre populiste,  
 Propagent leurs idées, infestent les esprits.  
 Ils ne nous veulent plus que raides et occis.  
 Même les modérés sont assez dangereux.  
 Incontestablement ils semblent moins hargneux,  
 Et s'ils n'ont nul projet de nous éradiquer,  
 Ils ne veulent pas moins nous faire réguler...

### le banquier

Il ne faut rien en faire, monsieur le président,  
 La chose n'aurait que de grands inconvénients.  
 A-t-elle en apparence le renfort du bon sens ?  
 Elle n'en est par là que plus grande démente.  
 Le marché, de la crise, doit sortir raffermi,  
 Certes il connaît parfois quelques péripéties,  
 Mais toute la nature est sujette à des cycles,  
 Il n'y a pas là de quoi édicter des articles.  
 Qui voudrait s'opposer au retour des saisons,  
 Empêcher des planètes la révolution ?

Aux marchés nous devons ce genre de sagesse,  
 A ses fluctuations il faut que l'on acquiesce.  
 Certes ses variations parfois nous déconcertent,  
 Il faut les accepter et qu'elles soient souffertes,  
 Car c'est fort peu de chose, j'ose dire presque rien  
 Comparé aux merveilles, aux innombrables biens  
 Que le marché dispense par ailleurs sans compter.  
 C'est cela, Votre Altesse, qu'il nous faut préserver.

### le banquier

Certes, Votre Grandeur, une crise a eu lieu,  
 Mais pour autant faut-il en déformer l'enjeu ?  
 Il n'y a eu qu'unicroche, à peine un incident,  
 Voyez comme à nouveau nous sommes bien portants !  
 N'est-ce pas là la preuve et l'évidence même  
 Qu'il ne faut surtout pas modifier le système ?

### le troisième banquier

Monsieur le président, considérez aussi  
 Tout ce que la finance offre à l'économie :  
 Diriger le crédit, allouer le capital,  
 Nous faisons circuler son fluide vital.  
 Toutes nos inventions ont pour finalité  
 De lui donner toujours plus d'efficacité.  
 Nous n'avons donc en vue que l'intérêt commun,  
 Et ne pensons jamais qu'à nos concitoyens.  
 Pour leur grand avantage et leur satisfaction  
 Il faut nous laisser faire, c'est comme une mission.  
 Nous nous en acquitons avec grand enthousiasme -  
 C'est la régulation qui conduit au marasme.

### le nouveau conseiller

La mission, l'enthousiasme et l'intérêt commun :  
 Ne sont-ils pas touchants nos bons Samaritains ?  
 Ah ! le joli spectacle, les merveilleux acteurs,

On les croyait arsouilles, ils sont nos bienfaiteurs...  
 Plus c'est gros plus ça passe, pourquoi se retenir,  
 Puisque dans les palais il s'en trouve pour ouïr  
 De pareilles fadaïses, de ces énormités ?  
 Un moment de recul, je peux bien vous l'avouer,  
 Pourrait presque m'induire à de l'admiration :  
 Leur culot, leur audace, leur désinhibition  
 Portent à son plus haut la marque d'une époque  
 Où il n'est quelque chose que les puissants ne moquent :  
 Ni la réalité, ni les faits d'évidence,  
 Moins encor' la bonne foi, pas plus que la décence.  
 Cyniques ou crétiens ? C'est toute la question.  
 Une aimable réplique répond à sa façon  
 En disant de ces gens qui n'ont aucun arrêt :  
 A ce qu'ils osent tout, là on les reconnaît.

### le deuxième banquier

Altesse, vous savez notre amour du public,  
 Et notre permanent souci démocratique :  
 Nous ferons face à nos responsabilités,  
 Mais plutôt qu'à quelques imprudentes réformes,  
 Non celles de la loi mais celles bien plus hautes  
 Auxquelles nous devons la préventions des fautes :  
 Je pense à la morale, à ses devoirs sacrés,  
 Qui des textes se passe pour se mieux conserver  
 Au fond de la conscience, ce parfait tabernacle,  
 D'où émanent sans cesse ses étonnants miracles.  
 Tous ici rassemblés en ce jour solennel,  
 Nous voulons de l'éthique affirmer le modèle.



Lois et régulations sont toutes oppressives  
 Quand les forces de l'âme sont bien plus décisives.  
 Où la législation est parfois haïssable,  
 Les élans de conscience sont vraiment admirables.  
 Si le marché ne veut pas la régulation,  
 Il appelle en revanche la moralisation,  
 Nous nous y engageons comme dans un défi !

### le nouveau conseiller

Quel historien dira la palingénésie,  
 Et la forme bancaire de l'éternel retour ?  
 Récurrence des crises, constance des discours :  
 Le système est parfait, il n'y faut point toucher,  
 Le mal vient de ce que des fâcheux ont fauté,  
 Mettons-les à l'index, rappelons la morale,  
 Un zest de principe, un soupçon d'eau lustrale,  
 Et nous voilà armés pour la prochaine fête.  
 Avez-vous la mémoire de la bulle Internet ?  
 Leurs promesses d'alors et celles d'aujourd'hui  
 Rendent le même son de la palinodie.  
 Le véritable cycle n'est pas celui qu'ils disent,  
 C'est celui des mots creux dont ils se gargarisent.

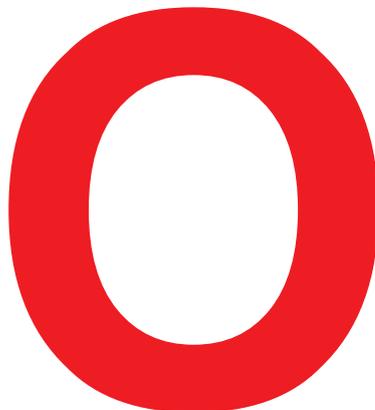
### (désignant le président)

Voilà une matière où celui-là excelle :  
 Les paroles en l'air, les propos en nacelle ;  
 Car il n'aime rien tant que les poses martiales  
 Celles qu'on acquitte en fausse monnaie verbale.  
 Voyez comment il va leur emboîter le pas...

.....

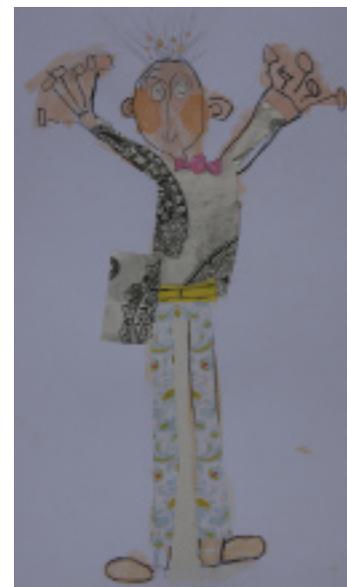
Extrait " D'un retournement l'autre " de Frédéric Lordon - Ed. Seuil  
 Comédie sérieuse sur la crise financière en 4 actes et alexandrins

économistes et banquiers



Le deuxième conseiller

On n'est pas plus sérieux quand la crise est au pire,  
 Et ce désastre m'ôte la moindre envie de rire.  
 Monsieur le Président, du haut de votre Olympe,  
 Voici un argument que jusqu'à vous je grimpe.  
 Vous pourriez l'entendre, il est très politique,  
 Pas question d'arguties de science économique.  
 De votre caractère, je veux toucher l'écorce,  
 Je ne vais vous parler que de rapport de force.  
 Considérez de près ce que vous allez faire :  
 Car *gratis pro deo*, vous sauvez les bancaires,  
 Mais sans contrepartie, sans la moindre exigences.  
 Que fera d'après vous cette maudite engeance ?  
 Supposé un merci, elle repartira,  
 Et tourne manège une nouvelle fois,  
 Jusqu'au prochain désastre puisqu'elle sait l'adresse  
 Où faire rattraper ses indécitesses.  
 " Voyons, l'Etat est là, pourquoi donc se gêner ?  
 Ressortons les bouteilles, buvez c'est ma tournée ! "  
 Monsieur le président, les banquiers ont compris  
 Qu'il nous est interdit de les laisser faillis.  
 Craignez donc qu'ils ne prennent la sinistre habitude  
 De nous faire payer leurs propres turpitudes.  
 Pour désigner ce kidnapping de bas étage,  
 Au lieu de mots trop clairs comme " prise d'otages ",  
 Toujours aussi prudents nos chers économistes,  
 Craignant le dérapage et la sortie de piste,  
 Ont trouvé le doux mot de l' " aléas moral "   
 Pour du capitalisme ne dire aucun mal.  
 Ces gens-là très polis et très bien éduqués,  
 Ne font qu'euphémiser les tares du marché.  
 Pourtant, je vous le dis, monsieur le Président,  
 A la prochaine fois, avant qu'il soit longtemps,  
 Entre les mêmes causes et les mêmes effets,  
 A nouveau vous verrez nos bourgeois de Calais,  
 Corde nouée au cou et sébile à la main,  
 Faire le numéro de l'immense chagrin,  
 De la désolation, de l'éternel regret -  
 Et surtout des euros par paquets.  
 Cette fois-là encore, le risque est vrai,  
 Et l'Etat à nouveau en sera pour ses frais.  
 Cette corporation est devenue experte  
 A garder les profits pour nous laisser les pertes.



dessins de léo, 8 ans

Extrait " D'un retournement l'autre " de Frédéric Lordon - Ed. Seuil  
 Comédie sérieuse sur la crise financière en 4 actes et alexandrins

contacts

Marennes Oléron	François Bonnes	05 46 87 39 29
La Rochelle	Daniel Guérin	05 46 00 29 94
	Claude Trotin	05 46 56 80 70
Saintes	Marcel Courraud	05 46 90 04 76
Rochefort	François Bonnes	05 46 87 39 29
	Yannick Humbert	05 46 97 17 98
St. Jean d'Angély	Marie-Noëlle Barreau	05 46 32 10 92
Royan	Jean-Claude Garrandeau	05 46 39 20 34

réunions des groupes locaux

Rochefort	1er mardi du mois
La Rochelle	3ème lundi du mois

cafés repaire

Rochefort	dernier jeudi du mois à 18h30 au café Le bal des oiseaux
La Rochelle	4ème vendredi du mois à 19h au restaurant La petite marche, rue des 3 fuseaux